

Confusion au Burundi après l'appel des évêques à « dialoguer avec tous »

La Croix, 25/9/15 - « Aucun accord avec ceux qui sont accusés d'activités insurrectionnelles » aurait affirmé le gouvernement du Burundi, selon l'agence vaticane Fides jeudi 24 septembre. Une telle déclaration rejeterait l'invitation à dialoguer « sans exclure personne » adressée par les évêques. Dans le même temps, et de manière contradictoire, RFI rapporte les propos du porte-parole du président Pierre Nkurunziza saluant dans l'appel des évêques « un message qui s'inscrit dans la droite ligne de la politique du gouvernement ».

Dans un message lu dans les paroisses du Burundi dimanche 20 septembre et diffusé depuis lundi par la station catholique Radio Maria, Mgr Gervais Banshimiyubusa, évêque de Ngozi et président de la Conférence épiscopale, a adressé un appel pressant à un « vrai dialogue », « sans exclure personne, afin de diagnostiquer ensemble la maladie qui nous afflige et de trouver le remède approprié. »

VIOLENCES CONTINUELLES L'annonce fin avril de la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat qui selon l'opposition, la société civile et l'Église catholique est contraire à la Constitution et l'accord d'Arusha ayant ouvert la voie à la fin de la guerre civile (1993-2006) a plongé le Burundi dans une grave crise marquée de violences meurtrières. Fides cite des sources selon lesquelles « le gouvernement du président Pierre Nkurunziza a rejeté l'appel des évêques, créant une Commission pour le dialogue disposant cependant d'un mandat limité, qui exclut tout contact avec une grande partie de l'opposition ». Tandis que le message des évêques dénonce avec force les violences, « chaque jour, on trouve dans les rues de Bujumbura de nouveaux cadavres de personnes tuées durant la nuit » selon les mêmes témoignages. « Des personnes arrêtées sont torturées. »

CONTRÔLE DES TERRES RARES Des sources interrogées par Fides estiment que l'un des enjeux de la crise est le contrôle des terres rares du Burundi : « Le gouvernement cherche à acheter la population, grâce à de grandes disponibilités financières dérivant des contrats miniers signés avec des entreprises chinoises en vue de l'exploitation des terres rares. » C.C. avec Fides